



HAL
open science

Les musulmans en Inde : une minorité pas comme les autres

Aminah Mohammad-Arif

► **To cite this version:**

Aminah Mohammad-Arif. Les musulmans en Inde : une minorité pas comme les autres. Questions internationales, 2021. halshs-03512760

HAL Id: halshs-03512760

<https://shs.hal.science/halshs-03512760>

Submitted on 5 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les musulmans en Inde : une minorité pas comme les autres

Paru dans *Questions internationales*, La Documentation française, mars-avril 2021

Aminah Mohammad-Arif (CNRS-CEIAS)

Les musulmans indiens représentent la plus importante minorité musulmane dans le monde. Longtemps protégés par une Constitution laïque, ils sont de plus en plus menacés d'exclusion du corps politique depuis l'arrivée au pouvoir central de Narendra Modi. Une étape a été franchie en décembre 2019 après le vote de la loi sur la citoyenneté qui, si elle est appliquée, pourraient rendre nombre d'entre eux apatrides.

Introduction

Les musulmans indiens représentent une minorité très singulière. Cet article s'emploiera à explorer cette singularité qui touche de multiples domaines, de la démographie à la politique en passant par l'histoire, la géographie, l'économie ou encore la culture et la religion. Elle se conjugue avec une vulnérabilité qui fait d'eux une minorité très exposée en Inde. Comme on le verra, depuis l'arrivée au pouvoir de Narendra Modi en 2014, c'est leur avenir même dans la République indienne qui est aujourd'hui menacé.

Une singularité à géométrie variable

La singularité des musulmans indiens est d'abord démographique et historique. Alors que l'Inde est avant tout associée à l'hindouisme, elle comprend non seulement la plus forte minorité de musulmans dans le monde, mais elle est aussi l'un des pays incluant le nombre le plus élevé de musulmans (195 millions d'individus) sur le globe derrière l'Indonésie et le Pakistan. Implantés en Inde depuis le 8^e siècle, les musulmans forment, par ailleurs, l'une des minorités musulmanes les plus anciennes au monde. Leur présence est aussi historiquement marquante car ils ont régné sur le pays six siècles durant (13^e-18^e siècle). La domination politique des diverses dynasties musulmanes se conjugue avec l'épanouissement d'une riche culture indo-islamique initiée par les souverains du Sultanat de Delhi (des Turcs puis des Afghans), et portée à son apogée par les empereurs moghols (descendants de Tamerlan et Gengis Khan). Mais contrairement à d'autres pays du monde, l'emprise politique ne débouche pas sur une islamisation démographiquement significative de la population : au 19^e siècles, les musulmans représentaient ainsi 20% de la population totale. Une unification partielle du sous-continent indien (ou Asie du Sud) est réalisée par les Moghols, et ce sont encore d'autres musulmans (des élites fragilisées par la perte du pouvoir politique au profit des Britanniques et

peu désireuses de passer sous domination politique hindoue à l'issue de l'indépendance) qui sont en partie à l'origine de la Partition du pays en 1947. Après la création du Pakistan, un tiers des musulmans restera en Inde, tentant de se forger une place dans un pays nouvellement indépendant mais marqué par les violences de la partition.

Mais la partition n'a pas suffi à oblitérer l'importance des interactions entre l'islam et l'hindouisme : des influences réciproques continuent ainsi d'imprégner tous les aspects de la vie des musulmans et des hindous. Du nord au sud de l'Inde, l'impact de l'islam s'observe dans les emprunts linguistiques et dans nombre d'expressions culturelles (architecture, musique, cuisine, habillement, etc.). Quant à l'islam indien, s'il a plus ou moins conservé des caractéristiques propres qui rapprochent les musulmans indiens de leurs coreligionnaires ailleurs dans le monde, il a été fortement influencé par les traditions des zones où il s'est implanté, comme le donnent à voir la réinvention du système des castes, les cérémonies des rites de passage (mariages principalement), la religiosité populaire (comme le culte des saints soufis), etc. Si bien qu'un musulman du Kerala partagera bien plus de caractéristiques communes, dans ses pratiques linguistiques, vestimentaires ou encore culinaires, avec un hindou du Kerala qu'avec un musulman d'Uttar Pradesh ou du Gujarat. C'était le cas avant la partition, c'est encore le cas aujourd'hui.

La singularité indienne des musulmans s'observe aussi dans le champ religieux. L'Inde a été en effet le berceau de nombre de mouvements islamiques dont certains continuent d'exercer une influence plus ou moins significative. Ces mouvements se caractérisent par une pluralité interne tant sont représentés les courants les plus divers. C'est ainsi qu'ont émergé, de façon durable ou éphémère, des mouvements offrant une vaste palette de colorations : soufis et anti-soufis ; traditionalistes et scripturalistes ; fondamentalistes et modernistes ; jihadistes et anti-jihadistes. Certains d'entre eux plongent leurs racines dans un tronc commun idéologique : ainsi en est-il des fondamentalistes (Jama'at-i Islami et Ahl-i-Hadith) et des modernistes (École d'Aligarh) qui tous s'inspirent à l'origine du wahhabisme ; d'autres, tout en étant scripturalistes, accommodent certaines formes de soufisme (Deobandi) ; d'autres encore s'opposent diamétralement en termes idéologiques, mais ils ont en commun de désapprouver l'idée d'un jihad mobilisant une violence envers autrui et de transformer le prosélytisme en forme alternative de jihad (Tablighi-Jama'at et Ahmadiyya). Certains de ces mouvements se sont ensuite diffusés dans le monde où ils y exercent une certaine influence comme la Tablighi Jama'at, bien connue en France¹.

Sur le plan politique, la période contemporaine est marquée par une autre forme de singularité. Les musulmans sont protégés par une Constitution démocratique et séculariste qui stipule que toutes les religions doivent être traitées avec une égale bienveillance. Toute discrimination à l'égard des minorités religieuses est donc officiellement interdite, l'un des principaux promoteurs de la Constitution, Jawaharlal Nehru (1889-1964), considérant que « l'unité dans la diversité » est la condition nécessaire au maintien de la cohésion du pays et de sa modernisation. Tout comme les autres minorités religieuses, les musulmans disposent du

¹ Aminah Mohammad-Arif, *Conversion de musulmans à l'islam : piété, éthique et mobilité symbolique*, thèse d'habilitation, Paris, Institut d'Etudes Politiques, 2019.

droit d'établir leurs propres institutions religieuses, éducatives, etc. Mais les musulmans n'en représentent pas moins une minorité particulièrement vulnérable. En effet, si certains d'entre eux bénéficient d'une réelle notoriété (hommes politiques, artistes, acteurs de Bollywood ou encore sportifs de haut niveau), leur image est ternie dès l'indépendance car c'est à eux seuls qu'est attribuée la responsabilité de la partition. A chaque guerre qui éclate avec le Pakistan (1947, 1965, 1971, 1999), ils sont brandis comme une cinquième colonne du pays « ennemi ». Depuis le 11 septembre, l'équation quasi-universelle établie entre islam et terrorisme ne les épargne pas. Et cela d'autant moins qu'un jihadisme local a émergé en Inde dans les années 2000, même s'il est resté limité et assez circonscrit.

Les stéréotypes négatifs contre les musulmans sont allés de pair avec leur marginalisation sociale et économique progressive, à tel point qu'ils représentent aujourd'hui un groupe situé au plus bas de l'échelle sociale. Cette marginalisation s'observe tout particulièrement dans le secteur formel de l'économie, dans l'administration, la police, l'armée ou encore l'appareil judiciaire² : partout, ils sont sous-représentés, et quasiment absents des positions les plus élevées. Au fil des ans, cette sous-représentation s'est étendue au champ politique, le nombre de députés musulmans ayant ainsi décliné régulièrement depuis l'indépendance : c'est ainsi qu'ils ne représentent aujourd'hui que 5 % du nombre total des députés alors qu'ils constituent 14% de la population totale.

Ce phénomène doit en partie à des facteurs endogènes, comme le repli sur soi engendré par l'intériorisation d'être une minorité vulnérable et mal aimée, la perte des élites lors de la Partition, ou encore la présence d'un leadership aux tendances très conservatrices et/ou à l'incurie notable. La laïcité à l'indienne accorde certes une importante liberté religieuse aux minorités, mais elle reconnaît aux chefs de file des divers groupes une place privilégiée dans les négociations avec l'État. Les responsables religieux bénéficient ainsi d'une certaine légitimité politique. Aussi leurs prises de position apparaissent-elles bien souvent aux yeux des gouvernements successifs comme représentatives des positions de l'ensemble du groupe. Or, dans le cas des musulmans, les leaders n'appartiennent pas forcément à la fraction la plus progressiste. Il en résulte que lorsque les chefs de file musulmans défendent des positions conservatrices, c'est l'ensemble de la communauté qui s'en trouve affectée. Tel fut par exemple le cas en 1985 lors de l'affaire Shah Bano, du nom d'une femme répudiée par son mari qui s'était vu accorder le droit à une pension alimentaire par la Cour suprême ; plusieurs chefs de file communautaires, considérant cette décision comme une ingérence dans la loi personnelle musulmane, émirent de si vives protestations que le gouvernement de l'époque fit voter la *Muslim Women Bill* qui retira le droit aux femmes musulmanes de demander une pension alimentaire en vertu de la section 125 du Code de procédure criminel.

Mais la marginalisation des musulmans n'est pas seulement imputable à leur leadership et à d'autres facteurs internes. La discrimination par autrui demeure une variable importante, touchant divers secteurs comme le logement et l'emploi. Aussi nombre de jeunes musulmans s'orientent-ils, par exemple, vers le secteur informel par crainte que leur identité religieuse ne

² Laurent Gayer et Christophe Jaffrelot, dir., *Muslims in Indian Cities : Trajectories of Marginalization*, London: Hurst, 2012.

leur ferme les portes de nombre d'emplois du secteur formel. Cette discrimination peut aussi s'inscrire visiblement dans l'espace public. Les pancartes ou les annonces immobilières telles que « on rent for vegeterians only » (à louer aux végétariens uniquement), sont ainsi monnaie courante en Inde. Elles représentent une façon à peine déguisée d'exclure les musulmans – mais aussi les chrétiens et les basses castes – du marché immobilier dans les quartiers dominés par les hindous de haute caste (qui ont le végétarisme pour obligation religieuse).

Un avenir très incertain

L'arrivée au pouvoir en 1998 des nationalistes hindous, dans un gouvernement de coalition, a contribué à accélérer ces tendances. Leur idéologie, qui remonte aux années 1920, consiste en une sorte de suprématisme ethnique et religieux hindou. Baptisée « Hindutva » (hindouïté), elle défend l'idée d'une nation hindoue (*Hindu rashtra*), d'une race hindoue (*Hindu jati*) et d'une civilisation hindoue (*Hindu sanskriti*). Pour ses deux principaux maîtres à penser, V.D. Savarkar et M.S. Golwalkar, l'un des enjeux principaux est la délimitation de la communauté qui forme la nation hindoue : selon eux, les musulmans et les chrétiens, dont les ancêtres auraient été autrefois convertis par des puissances colonisatrices, ne partagent pas les mythologies et la culture communes aux hindous. Celles-là mêmes qui sont censées les rattacher à la terre mère, sacralisée derrière la figure de *Bharat Mata* (la « mère Inde »). Aussi sont-ils considérés comme des forces étrangères menaçant le corps politique hindou³.

Les nationalistes hindous, qui ont dirigé l'Inde entre 1999 et 2004, dans un gouvernement de coalition, ont posé les premiers jalons d'une « hindutvatisation » du pays, elle-même constitutive d'une stigmatisation renforcée des musulmans. C'est en effet de cette période que datent, par exemple, les premières tentatives de réécriture des manuels scolaires qui, notamment, invisibilisent ou diabolisent les musulmans, en visant particulièrement les souverains musulmans du Sultanat de Delhi et de l'Empire moghol.

Outre la dimension morale et symbolique, les violences politiques contre les musulmans revêtent aussi un aspect physique. Observées dès les années 1960, elles ont surtout pris la forme d'émeutes. Se limitant parfois à de petites escarmouches de quartier, elles peuvent aussi endosser des formes bien plus étendues et brutales, et provoquer des victimes par centaines. Un sommet fut atteint au Gujarat en 2002 où des pogroms antimusulmans firent, selon les estimations, entre 1000 à 2000 morts. Cet état était alors dirigé par nul autre que l'actuel Premier ministre, Narendra Modi. Le cycle répété des violences a fini par déboucher sur une ségrégation progressive des musulmans, de plus en plus relégués dans des enclaves, voire des ghettos, dans nombre de villes indiennes. Ces violences physiques, morales et symboliques contre les musulmans sont d'une certaine manière si structurelles qu'elles sont désignées par un nom à part entière, celui de « communalisme ».

³ Aminah Mohammad-Arif et Jules Naudet, « Introduction. Academia, Scholarship and the Challenge of Hindutvaism: Making sense of India's Authoritarian Turn », *Samaj* 24-25, numéro special "The Hindutva Turn : Authoritarianism and Resistance in India". <https://journals.openedition.org/samaj/6982>

En 2014, le parti qui les représente, le Bharatiya Janata Party (BJP), remporte les élections législatives, sous la houlette de Narendra Modi. Celui-ci devient Premier Ministre, en bénéficiant d'une majorité absolue au Parlement. Son premier gouvernement est marqué d'emblée par des tentatives de polarisation entre hindous et musulmans. Elle s'effectue notamment par une instrumentalisation de sujets historiquement exploités par les nationalistes hindous comme les conversions à l'islam, les mariages mixtes ou encore l'abattage des bovins. Les campagnes pour les reconversions forcées à l'hindouisme et contre les mariages mixtes ont été ainsi agrémentées de noms accrocheurs destinés à susciter des émotions comme la peur (*love jihad*) ou, au contraire, la fierté (*ghar vapsi* ou « retour au bercail ») parmi la majorité hindoue. Le *Love jihad* évoque l'idée d'un complot de musulmans visant à séduire des femmes hindoues pour les convertir ; Le *ghar vapsi* fait référence à des conversions de force à l'hindouisme justifiées par le fait que les ancêtres des personnes converties étaient hindous. De même que la question de l'abattage des vaches vise directement les musulmans à la fois parce que ces derniers sont très présents dans l'industrie bovine (la plupart des bouchers sont musulmans), mais aussi parce qu'ils sont de grands consommateurs de bœuf, viande moins onéreuse que les autres. Cette question s'est traduite par des mesures législatives dans certains des États où la consommation de viande bovine est désormais passible de prison⁴.

Narendra Modi revient au pouvoir en mai 2019, en remportant les élections avec une majorité de sièges à l'assemblée nationale, plus écrasante encore que lors de son premier mandat. Les mesures, perçues comme expressément hostiles à la minorité musulmane, se multiplient à vive allure. En août, le gouvernement abroge l'article 370 de la Constitution qui assurait une autonomie relative au Cachemire, à majorité musulmane. Cette suppression s'est accompagnée de milliers d'arrestations et d'autres violences physiques et symboliques envers les habitants de la région, ainsi que d'un blocage de toutes les communications avec l'extérieur. Peu de temps après, une nouvelle mesure fait peser la menace d'une dénaturalisation de près de deux millions d'habitants de l'Assam, parmi lesquels figure une majorité de musulmans. Ces personnes n'ayant pu fournir les preuves de leur citoyenneté se sont vu exclues de la liste des citoyens (National Register of Citizens) nouvellement établie par la Cour Suprême. En novembre 2019, la Cour suprême autorise la construction d'un temple dédié au Dieu Ram sur les ruines de la mosquée d'Ayodhya détruite par des fanatiques hindous en 1992, accédant ainsi à l'une des revendications majeures des nationalistes hindous. Le 11 décembre, une étape supplémentaire est franchie dans la discrimination d'État après le passage du Citizenship Amendment Act. Cette loi accorde le droit à des minorités religieuses persécutées au Pakistan, au Bangladesh et en Afghanistan de demander la naturalisation si elles résident en Inde depuis 2014. Mais en excluant de ce droit les minorités musulmanes, elle va à l'encontre des principes sécularistes de la Constitution indienne. C'est une première dans l'histoire de la République indienne⁵.

⁴ Aminah Mohammad-Arif, « Les musulmans à Bangalore sous Narendra Modi. Une perspective du sud de l'Inde », *Noria research*, novembre 2015.

⁵ Aminah Mohammad-Arif & Jules Naudet, "La démocratie indienne à l'épreuve du Hindutva", *L'Homme*, n°236, décembre 2020, pp. 205-224.

Le passage de cette loi a provoqué des mobilisations d'une ampleur inédite à travers tout le pays, rassemblant étudiants, intellectuels, défenseurs des droits humains et citoyens ordinaires. Mais c'est surtout la mobilisation des musulmans qui a retenu l'attention tant elle était inédite : c'était en effet la première fois dans l'histoire de l'Inde indépendante que les musulmans se mobilisaient pour un enjeu qui concernait leur identité nationale et non religieuse.

Ces mobilisations ont été très durement réprimées par l'État. La violence a atteint son apogée à Delhi où des émeutes ont mis aux prises partisans et opposants de la loi sur la citoyenneté, faisant une cinquantaine de morts, dont une majorité de musulmans. Les violences contre ces derniers s'apparentent à des pogroms tant a été patente la volonté de leur nuire de façon englobante et systématique, comme le donnent à voir les attaques non seulement contre leurs personnes, mais aussi leurs habitations, leurs commerces et leurs lieux de culte. Depuis, la pandémie liée au Covid 19 a fait son irruption en Inde. Mais elle n'a pas interrompu le cycle des violences, tant s'en faut : les mariages mixtes entre un homme musulman et une femme hindoue sont aujourd'hui passibles de prison dans l'Uttar Pradesh, l'Etat le plus peuplé de l'Inde.

Eu égard à une situation où l'identité religieuse, la citoyenneté, les habitudes alimentaires ou encore les choix immobiliers et les pratiques matrimoniales des musulmans sont menacés, on peut s'interroger sur les effets de ce phénomène. La mobilisation contre la loi sur la nationalité a donné à voir un mode d'action pacifique, de type « citoyen ». Sera-t-elle le répertoire privilégié de mobilisation des musulmans ou faut-il craindre des risques de radicalisation politique de type jihadiste ? Seul l'avenir nous le dira.